

Thèse N°3 – Pour une réorientation stratégique, analyse et conséquence sur nos tâches.

SOMMAIRE

I LES STRATÉGIES ERRONÉES

I.1 Les stratégies issues de l'Internationale Communiste

I.2 Les stratégies de l'extrême-gauche

I.3 Les réactions liquidatrices et réformistes

II LA DOUBLE DÉTERMINATION DE LA STRATÉGIE

II.1 La stratégie est déterminée par la conception du but et par l'analyse de la situation concrète

II.2 Le programme général guide la stratégie

II.3 L'analyse d'aujourd'hui pour construire programme concret et stratégie

III ANALYSE ET CONSÉQUENCES SUR NOS TÂCHES

Une réorientation stratégique limite son ambition à donner à notre organisation des axes communs pour mener à bien l'expérience nécessaire à la définition ultérieure d'une stratégie véritable - voies et moyens de la prise du pouvoir par le prolétariat. En menant à bien cette expérience de façon unitaire et centralisée, nous utiliserons la seule méthode permettant d'éviter que l'activité communiste ne se perde dans le brouillard de l'empirisme et les leçons de cette activité dans les méandres des particularismes réels ou supposés de chaque situation militante limitée.

I LES STRATÉGIES ERRONÉES

I.1 La stratégie issue de la III^{ème} Internationale Communiste

Ce qui nous a servi jusqu'à une date récente de référence en matière de stratégie, et ce avec quoi il faut rompre, est ce qu'il est convenu d'appeler la conception de la stratégie issue de la Même Internationale Communiste (IC). On peut résumer cette stratégie de la façon suivante et sous différents angles :

- la conquête de la confiance des masses par une avant-garde dépositaire unique du savoir " prolétarien ".
- la lutte des masses a pour but suprême de pousser cette avant-garde au pouvoir comme représentante de ses intérêts.
- la prise du pouvoir par le prolétariat est identifiée à la prise du pouvoir par le Parti.
- la prise du pouvoir par le prolétariat peut dès lors être réduite à l'acte final insurrectionnel ou électoral qui met des " représentants du peuple " pour gouverner à la place d'autres représentants bourgeois.
- devient du même coup inutile l'accumulation de forces prolétariennes en conscience, activité et organisation. C'est-à-dire la construction d'un système de pouvoir prolétarien, articulant organisations de masse et d'avant-garde, et opérant un renversement réel du système de pouvoir bourgeois.
- sur le plan tactique une telle stratégie commande une activité d'exaltation économiste et spontanéiste des revendications immédiates qu'en fin de compte les masses ne peuvent obtenir qu'en poussant le Parti au pouvoir.

Ces conceptions stratégiques sont étroitement liées : à une critique formelle du capitalisme comme système

anarchique et irrationnel que l'on réformera par la planification organisée par les experts du Parti; à une conception de la transition au communisme comme produit inévitable du développement des forces, productives neutres ; à une conception des rapports sociaux de production comme des rapports juridiques que l'on transformera par décret administratif ; à une conception de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat comme lutte de l'Etat pour son propre renforcement ; à une conception totalitaire du monde où la théorie communiste et la réalité vivante seraient en unité absolue.

Une telle stratégie est donc une préparation cohérente à une prise de pouvoir purement formelle où une bourgeoisie bureaucratique en formation chasse du sommet une bourgeoisie acculée à la faillite.

Mais il s'agit ci-dessus d'un résumé et de conséquences théoriques des conceptions finalement dominantes dans la III^{ème} IC. Sur le plan concret, l'influence ou la mise en œuvre systématique de telles conceptions ont rendu des résultats divers, dont les plus extrêmes sont : la subordination des intérêts de la révolution mondiale à ceux de l'URSS, le développement du capitalisme d'Etat dans les pays « socialistes », la dégénérescence réformiste des PC dans les pays capitalistes.

I.2 Les stratégies de l'extrême-gauche

Ces conceptions de la stratégie ont exercé une large influence sur les organisations révolutionnaires en France après 68. A des degrés divers et sous des formes multiples que l'on peut résumer en quelques points (sans tenir compte de leurs multiples combinaisons spécifiques) :

- les formes les plus proches du révisionnisme du PCF : conquête légaliste, pacifiste de la majorité du « peuple » pour pousser le « vrai parti » au pouvoir lors d'un hypothétique « grand soir » futur ; la démarcation avec le PCF se faisait essentiellement sur le caractère violent de ce grand soir et sur une surenchère syndicaliste susceptible de faire reconnaître par les masses leurs nouveaux représentants. Toutes les données de la stratégie issue de la III^{ème} IC sont ici reproduites : le mouvement de la connaissance et de direction va exclusivement du haut vers le bas, le parti reproduit le centralisme bureaucratique dans ses rapports internes et dans ses rapports avec les organisations de masses (soumission absolue), ce qui est typique de la reproduction des rapports bourgeois au sein du mouvement ouvrier.
- les formes les plus proches de l'anarcho-syndicalisme traditionnel, spontanéistes et activistes. Que le spontanéisme s'exprime sur une base économe étroite ou qu'il s'exprime sur un terrain plus social, le débouché stratégique a été formulé en terme de « fusion des luttes » ou « coordination des luttes », dans le sens d'une rencontre de leurs spontanités. Une telle, stratégie protège la domination du réformisme dans la mesure où la « fusion » n'est pas conçue et pratiquée comme une étape supérieure dans le contenu même de la lutte, nécessitant un long travail communiste à l'intérieur des mouvements. Ces groupes ont en apparence un rapport aux masses plus correct que les avant-gardes autoproclamées des stratégies proches du révisionnisme. Cependant leur spontanéisme, en laissant les questions politiques de fond à l'organisation (et en fait à son centre dirigeant) les amène à se comporter en avant-garde occulte, tout à fait manipulatrice des masses, dans leur stratégie de conquête du pouvoir et de construction du socialisme.

Le point commun des stratégies des années 70, héritières plus ou moins fidèles de leurs références historiques, c'est de concevoir ce processus de prise du pouvoir dans un cadre purement national comme hypothèse dominante sinon unique¹.

I.3 Les réactions liquidatrices et réformistes

La crise des principales organisations portant ces conceptions stratégiques a produit un contre-courant important dont la caractéristique principale a été de s'engouffrer dans les brèches théoriques et pratiques désormais visibles dans Les fondements des organisations révolutionnaires et de « résoudre » les problèmes réels posés par l'expérience dans un sens liquidateur et néo-réformiste. On peut résumer grossièrement la solution liquidatrice et néo-réformiste de la façon suivante :

- sous le prétexte que la prise révolutionnaire du pouvoir d'Etat ne règle nullement la question de l'exercice réel du pouvoir par le prolétariat et que l'Etat de dictature du prolétariat peut se développer comme corps séparé des masses et se transformer en instrument d'une nouvelle bourgeoisie, il leur est opposé la prise graduelle du pouvoir à la base, dans des « lieux » bornés autogérés ou alternatifs. Ce qui aboutit finalement face au

¹ Cette remarque ne tient pas compte du courant trotskiste pour lequel l'analyse reste à faire.

- pouvoir concentré chargé de maintenir les rapports capitalistes, à la marginalisation, ou l'encerclement-destruction, ou encore l'évolution capitaliste selon le degré d'antagonisme de ces mouvements.
- sous le prétexte de prendre en compte le contenu social de la révolution et l'élargissement considérable de la domination des rapports sociaux capitalistes à toutes les sphères de la vie sociale, contre les réductions économistes, l'ensemble des rapports sociaux sont « mis à plat » sans hiérarchie ni détermination des rapports de production. Sont ainsi mises à égalité l'ensemble des classes « salariées », l'ensemble des secteurs de lutte : le repli de la petite bourgeoisie moderne sur ses propres aspirations et intérêts de classe est ici la base de classe évidente de cette « théorie ».
 - sous le prétexte de l'avant-gardisme ou du spontanéisme organisationnel, produisant tous deux une organisation d'avant-garde à l'image fidèle des rapports bourgeois dans la société, est niée la nécessité transitoire du parti communiste comme avant-garde consciente d'être, à la fois, le reflet partiel des contradictions de la société et l'instrument nécessaire de leur solution. Ce qui en pratique revient à refuser de vivre consciemment les contradictions dans l'organisation pour s'y soumettre totalement dans la société.
 - sous le prétexte d'une lutte contre l'idéalisation du flux des années 67-75 dans une vision unilatérale de la spontanéité révolutionnaire du prolétariat est théorisé le caractère irrémédiablement réformiste du mouvement spontané. Ce qui conduit à faire du réformisme « réaliste » le point de passage obligé vers les lendemains révolutionnaires, et à camoufler la trahison de larges secteurs de l'intelligentsia d'extrême-gauche derrière une prétendue responsabilité du prolétariat lui-même.

II LA DOUBLE DÉTERMINATION DE LA STRATÉGIE

II.1 Détermination par la conception du but et par l'analyse de la situation concrète

La détermination d'une orientation stratégique est toujours le produit, premièrement d'une conception des tâches fondamentales de la transition au communisme, deuxièmement d'une analyse contemporaine des contradictions de classes et du niveau de développement économique et social du pays et du système impérialiste dans son ensemble. C'est-à-dire : par quel chemin le communisme se construit à partir d'une situation déterminée et dans la première étape d'une révolution ininterrompue, l'étape du renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie. En d'autres termes, une stratégie révolutionnaire est une activité conforme au but.

Ce qui de ce point de vue permet de parler de réorientation ou de redéfinition stratégique aujourd'hui, c'est :

- l'expérience des révolutions, succès et échecs, en particulier en URSS et en Chine, a amené à une critique des conceptions théoriques et politiques des tâches de la transition au communisme et par voie de conséquence à une critique des stratégies guidées par ces conceptions
- les développements les plus récents nationaux et internationaux de l'impérialisme ont été peu ou pas analysés ou encore analysés à l'aide de références théoriques erronées, ces dernières années dans le mouvement révolutionnaire.

La double détermination d'une stratégie révolutionnaire et la reconnaissance, par là-même, d'une première étape de la transition au communisme, impliquent que l'activité des communistes s'organise autour de deux programmes : **le programme général de transition du capitalisme au communisme** et **le programme concret de l'étape stratégique** de la prise du pouvoir. Le programme général est la synthèse des tâches de la transition au communisme indépendamment des étapes, des rythmes, des compromis et des alliances ; le programme concret est constitué par l'ensemble des objectifs et des mesures de la première étape, en tenant compte du niveau de développement économique et social, de la lutte et des alliances de classes.

II.2 Le programme général guide la stratégie

La redéfinition des tâches de la transition n'est pas une œuvre théorique valable seulement « plus tard », après la prise du pouvoir. De même qu'il y a une unité entre la stratégie issue de la III^{ème} Internationale et la conception de la transition de la même époque, la redéfinition du Programme général de la transition et des moyens de le mettre en œuvre implique une modification du contenu et des formes de lutte pour le pouvoir.

Seuls l'opportunisme et le réformisme peuvent décréter que « le but final n'est rien, le mouvement est tout ».

Pour les communistes, la lutte actuelle **est dirigée** par leur compréhension approfondie des tâches de la transition

parce que celles-ci sont, quant au fond, une **critique radicale du capitalisme**, un tableau de ce qu'il y a de plus fondamental à renverser dans la société actuelle, et non pas une impossible description du communisme.

La portée stratégique du Programme Général de la transition au communisme peut être résumée ainsi :

- en rendant à la lutte des classes le rôle décisif et à la ligne idéologique et politique le rôle dirigeant dans la transition au communisme, en comprenant que dans ce processus, les lois, les décrets et les actes administratifs ne jouent qu'un rôle d'accélérateur ou de frein, on pose forcément de manière différente la question actuelle des conditions de préparation à la prise du pouvoir. Le degré le plus élevé possible de conscience, d'activité et d'organisation des prolétaires devient la condition sine qua non de l'établissement d'un pouvoir prolétarien réel et de sa consolidation ultérieure. La rupture avec la conception administrative de la transition amène à la rupture avec la conception bourgeoise de la politique. D'où une stratégie de construction d'un système de pouvoir prolétarien qui articule nécessairement organisations de masses et d'avant-garde et dont le but essentiel est la préparation du prolétariat à l'exercice de sa dictature. Préparation qui exige encore la combinaison de la lutte politique et de la lutte sociale autour du Programme concret, afin de conquérir le pouvoir politique et de l'asseoir réellement dans la société.
- en fondant l'existence des classes sur la Division sociale du travail (y incluse la division sexuelle du travail) et donc en mettant la lutte contre cette DST au centre de la transition au communisme, on rompt avec la conception révisionniste du « socialisme » où l'essentiel est la nationalisation + le plan et le développement des forces productives neutres entraînant spontanément la transformation des rapports sociaux de production, eux-mêmes limités à la sphère de la répartition. Cette conception du contenu économique et social de la transition implique du même coup une rupture avec la stratégie réductrice de l'économisme, qui limite la lutte aux rapports dans la production immédiate, et ceux-ci aux rapports de répartition, qui assimile la DST à la seule division technique du travail d'usine. Est ouverte la voie à une stratégie révolutionnaire qui élargisse et approfondisse la lutte, qui ôte les œillères qui empêchent de voir et de révéler le contenu social de chaque question de la lutte des classes. Enfin est ouverte la capacité des communistes à mettre en rapport l'oppression de classe et les autres formes spécifiques d'oppression qu'elle intègre et reproduit : oppression des femmes, selon la nationalité, selon l'âge, selon les régions, etc. Le Programme général de la transition en mettant en avant la lutte contre la DST, en lui donnant le contenu d'une lutte pour résoudre les contradictions temps de travail/temps libre, intellectuel/manuel, villes/campagnes, etc. est la boussole qui permet aux communistes de voir les contradictions réelles de la lutte des classes, leurs bases économiques objectives, leurs expressions superstructurelles nécessaires, les revendications à soutenir celles à combattre, les formes et méthodes de lutte à promouvoir, celles à transformer, etc.

Si la redéfinition des tâches de la transition au communisme et la synthèse du Programme général **dirigent** toute stratégie, indiquent les contenus et formes de lutte que les communistes impulsent au sein des mouvements de masse, ils ne règlent nullement le processus par lequel la transition s'opérera, les phases par lesquelles elle passera, la forme concrète par laquelle elle se réalisera. Autrement dit, une compréhension juste du but final dirige mais ne résume pas la tâche d'avant-garde qui consiste à opérer le passage du mouvement réel tel qu'il est, aux objectifs communistes tels que nous les portons.

Il est donc tout aussi erroné d'ignorer les objectifs dirigeants, au nom de l'exaltation économiste-spontanéiste du mouvement réel et de concentrer ces objectifs dans l'avant-garde éclairée, que de faire à partir de la seule compréhension rectifiée des tâches générales de la transition la déduction simpliste et subjectiviste des objectifs immédiats sur lesquels le mouvement réel **doit** s'aligner.

II.3 L'analyse d'aujourd'hui pour construire programme concret et stratégie

Les développements récents de l'impérialisme à partir desquels on doit formuler une stratégie révolutionnaire, ne sont pas tous nés d'hier : il y a à la fois nouveauté de la situation et rectification de nos conceptions théoriques qui nous permet de voir aujourd'hui ce que nous ignorions hier. Mais il est vrai que le développement significatif de phénomènes naguère embryonnaires est en rapport direct avec la crise des conceptions révisionnistes et économistes, et donc avec leur rectification.

Pour résumer le développement de l'impérialisme depuis l'époque de l'analyse léniniste, on peut dire que le capitalisme a étendu sa domination réelle sur tous les aspects de la vie sociale. En ce sens celle-ci est devenue « totale ». A condition de comprendre cette caractéristique comme **tendance** dans le cadre de la domination réelle et non comme un nouveau stade, et encore moins comme un **état de fait** achevé ouvrant la voie à toutes

les interprétations catastrophistes de la crise actuelle ou à l'illusion d'une impossibilité de développement ultérieur du système. Du point de vue stratégique on doit décomposer cette tendance en phénomènes caractéristiques :

- développement effréné des forces productives capitalistes et des rapports sociaux, envahissement des rapports capitalistes à toutes les sphères de la vie sociale, recul de la petite production marchande et non marchande, recul du « domaine privé » de l'individu, socialisation capitaliste croissante de la production et de la reproduction de la force de travail.
- développement de la division sociale du travail, prolétarianisation accélérée de la société impérialiste, et modifications des alliances de classes bourgeoises et nécessairement de celles du prolétariat.
- produit de la concentration des capitaux et de la socialisation capitaliste de la production et de la vie sociale, un développement considérable de l'appareil d'Etat, à la fois concentration du pouvoir de la classe dominante et dispersion tentaculaire de son contrôle sur tous les plans.
- développement de la concurrence inter-impérialiste pour le monopole financier et des zones d'influence dans le monde, et développement du capitalisme dans les pays dominés. Développement de la division internationale du travail au sein des blocs impérialistes et imbrication croissante des économies nationales dans une économie internationale.

C'est l'analyse - et le développement de la pratique révolutionnaire - autour de ces grands axes de développement et de l'impact de la crise actuelle du système sur ce développement, qui permet de passer du Programme général à l'élaboration du Programme concret de la première étape de la transition au Communisme, et de déterminer la stratégie de la prise du pouvoir pour son application. Nous n'en sommes ici qu'aux balbutiements et donc à ne dégager que des conséquences stratégiques grossières.

III ANALYSE ET CONSÉQUENCES SUR NOS TÂCHES

III.1

Le point commun des conséquences stratégiques que nous tirons ci-dessous, c'est que la situation objective de l'impérialisme a rapproché la lutte immédiate du Programme Général de transition. La révolution prolétarienne est ici largement débarrassée des problèmes énormes posés aux révolutions passées ayant eu pour cadre des pays arriérés. Elle en affronte d'autres.

A/ Le développement des forces productives capitalistes et la crise actuelle qui tend à concentrer l'exploitation maximum sur un nombre restreint de prolétaires tandis qu'une masse croissante est rejetée durablement de la production, pose concrètement la lutte pour le temps libre comme revendication immédiate : « Travailler tous, travailler moins ». Lutte pour le temps libre comme revendication transitoire vers la résolution de la contradiction Temps de travail/temps libre.

B/ La socialisation croissante du salaire, c'est-à-dire la part croissante du revenu du prolétaire reçu de manière indirecte (sécurité sociale, chômage, retraite, allocations familiales...) opère une séparation croissante entre les revenus perçus et la tâche de production. Le revenu répond à un besoin mais n'est plus lié totalement à une tâche de production directe. Aujourd'hui, ces deux aspects du salaire sont attaqués et donc, dans la lutte immédiate du prolétariat, se pose le problème de l'abolition du salariat et par là même la question du passage de « A chacun selon son travail » à « A chacun selon ses besoins ».

C/ Le développement de la DST, c'est la concentration par la classe bourgeoise du savoir, du pouvoir et des richesses et de l'autre côté l'extrême dépossesion du prolétariat de toute maîtrise sur la production et la vie sociale, de tout pouvoir, et en conséquence de l'accès aux richesses produites. Sur le terrain économique, c'est la soumission de l'homme à la machine, sur le terrain social c'est la soumission des masses à l'expert-spécialiste, sur le terrain politique c'est la soumission des masses à l'Etat- Cette situation favorise, dans le mouvement immédiat des prolétaires, l'embryon d'une révolte contre la DST : « Travailler autrement », « Avoir son mot à dire », mise en cause de la hiérarchie, de la bureaucratie et de la délégation absolue du pouvoir. Le refus du travail aliéné et de son corollaire d'aliénation politique et sociale est présent non seulement dans la fraction du prolétariat au travail mais aussi parmi les sans-emplois, les précaires, les jeunes des cités attirés par le travail pour vivre et repoussés par le travail mortel. C'est un élément essentiel de la crise actuelle : la baisse tendancielle du taux de profit se

transforme en crise ouverte, sous l'aspect de crise du taux d'exploitation. La bourgeoisie elle-même tente de restaurer le taux de profit en associant les prolétaires au renforcement de leur propre exploitation.

D/ La tendance à la domination « totale » du capital ou envahissement du capitalisme dans toutes les sphères de la vie sociale présente plusieurs aspects importants pour déterminer une stratégie révolutionnaire :

- Chaque problème pris à part et chaque lutte sociale isolée obéissent à des déterminations multiples et reflètent l'interaction des différents secteurs économiques, sociaux, politiques. Maturité des rapports sociaux capitalistes dans un pays impérialiste où chaque lutte partielle est reliée à la lutte globale, face à des monopoles multinationaux et à l'Etat. C'est une base matérielle pour la prise de conscience des enjeux politiques.

Cette conscience donne naissance à des réactions contradictoires :

- tendance, dans un premier temps, au repli net sur soi, sur son atelier, sur des revendications spécifiques.
- tendance à la passivité devant des enjeux qui semblent nous dépasser : désyndicalisation, réticence à entreprendre des luttes...
- mais aussi, conscience de l'ampleur des enjeux, de leur dimension nationale et internationale, conscience de ne pouvoir compter que sur ses propres forces.

C'est une base matérielle pour que l'activité révolutionnaire soit approfondie sur chaque terrain de lutte, pour que la lutte politique soit profondément liée à son contenu social. C'est une base qui permet l'élargissement - dépassement du cloisonnement sectoriel des organisations de masse traditionnelles et qui indique la possibilité de leur mutation en organisations supérieures (soviets ou conseils).

- Ce phénomène est à la fois **dispersion**, éclatement ou isolement des luttes sur différents secteurs, et concentration extrême du pouvoir par un appareil d'Etat tentaculaire et centralisé. La crise qui éclate dans mille domaines de la société pose au pouvoir bourgeois le problème insoluble du contrôle total, de résoudre la contradiction dispersion/centralisation du pouvoir. Les multiples tentatives s'appellent : « décentralisation », « ilotage », « associations de contrôle social-relais », etc. Toute stratégie révolutionnaire est confrontée au même problème : résoudre la contradiction entre la nécessaire dispersion des luttes et le fait que le pouvoir bourgeois ne peut être abattu qu'au centre. Sur cette base est posé le problème autonomie/centralisation des forces révolutionnaires.
- Par rapport aux stratégies issues d'une conception économiste de la transition, **l'élargissement** de l'activité est à l'ordre du jour. Quel élargissement ?
 - 1/ sur tous les terrains, lier lutte politique et contenu social (cf. A, B, C).
 - 2/ l'élargissement géographique est plus facile à concevoir : il ne remet pas en cause l'usine qui reste le pilier principal de l'intervention. Le quartier ou la zone serviront non seulement de support stratégique à l'usine, mais aussi à la construction d'une force révolutionnaire en général. Usines et quartiers sont nécessaires pour acquérir la capacité à mener les luttes politiques centrales.
 - 3/ les choix hiérarchiques des terrains d'action ne peuvent aujourd'hui être déterminés avec sûreté du fait du reflux de nos propres insuffisances. A partir de notre base d'action actuelle autour des questions de la production et de la répartition, on peut envisager d'élargir l'activité dans 5 directions :
 - . Question de la reproduction de la force de travail (logement, école, etc.)
 - . Question de la division sexuelle du travail et de la famille.
 - . Question du chômage et de l'exclusion de la production d'une masse croissante de prolétaires.
 - . Question de l'immigration et des discriminations raciales ou nationales
 - . Question de l'encadrement social et policier des zones prolétariennes en général, de la jeunesse en particulier.

Sans ordre de priorité et dans une perspective à long terme, sans préjuger des choix tactiques et conjoncturels.

E/ L'accentuation du processus de prolétarianisation de la société modifie largement la conception des alliances de classes. Mais elle n'efface nullement les difficultés idéologiques et politiques de construction de cette alliance. La crise accroît encore la polarisation et révèle la position des classes et couches sociales.

La prolétarianisation, dans le sens de la destruction de la petite production a secondarisé et simplifié la question de

l'alliance ouvriers-paysans. D'un côté elle se réduit à l'unité du prolétariat industriel et urbain avec le prolétariat agricole (lui-même en diminution numérique importante). De l'autre, il faut étudier les alliances à développer avec certaines couches de la paysannerie, semi-prolétaires, éleveurs intégrés, petits paysans pauvres, etc. qui restent des alliés secondaires de la classe ouvrière.

Mais le mouvement le plus significatif de prolétarianisation touche aujourd'hui la petite-bourgeoisie salariée. Le développement de la DST poussée par la crise tend à révolutionner des secteurs épargnés relativement : différenciation en classes plus poussée dans les secteurs administratifs, bancaires, « services » publics ou privés, commerce... avec développement de ce que nous appelons le **quasi-prolétariat**. Nous appelons par ce terme, par analogie avec les semi-prolétaires, les agents sociaux qui se distinguent des ouvriers en ce qu'ils ne travaillent pas dans un secteur productif de plus-value, mais qui se trouvent face au capitalisme globalement dans les mêmes conditions que l'ouvrier : vente de la force de travail, place dans l'organisation sociale, conditions de vie, salaires, soumission à l'oppression capitaliste.

La crise exclut du travail salarié des masses de quasi-prolétaires aussi bien que des prolétaires. D'où les conséquences à trois niveaux :

- L'alliance de classe stratégique pour la transition au communisme est celle entre le prolétariat industriel et le quasi-prolétariat de l'industrie, des administrations, services et commerces.
- Les deux composantes tendent à s'uniformiser dans leurs conditions de travail, de salaires, de vie. Mais les deux tendent à se diviser en une partie de travailleurs fixes de plus en plus précaires et incertains et une partie de travailleurs précaires et chômeurs de plus en plus « stabilisés » (installés dans la précarité).
- La couche de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, même si elle est recomposée par la crise et les restructurations, constitue un des piliers de l'alliance de classe bourgeoise au pouvoir. La distance s'accroît entre cette couche et la masse prolétarienne.

F/ Le développement des forces productives dans les pays européens, et en France, n'est pas un simple développement **capitaliste**, il est développement **impérialiste**. Du point de vue stratégique on ne peut raisonner sur le cadre national étroit, sans se tromper sur les conditions les plus élémentaires de la lutte révolutionnaire. On doit articuler le cadre national et le cadre international.

Du point de vue économique, politique, militaire, il existe une imbrication croissante des pays impérialistes dans chaque bloc, et des pays de chaque bloc avec leur zone d'influence dans le monde entier. Les conditions objectives ont mûri pour que la lutte révolutionnaire communiste se développe simultanément dans plusieurs pays : développement imbriqué et développement du capitalisme dans les pays dominés. Si, il y a 100 ans, la « révolution internationale » pouvait passer pour une utopie, eu égard à ses bases matérielles encore faibles, il est aujourd'hui utopique d'envisager la victoire durable du prolétariat dans un pays comme la France, seul contre tous. Plusieurs aspects d'importance stratégique :

- en raison de l'inégalité de développement économique et politique des différents pays, le système impérialiste mondial craquera dans un pays ou groupe de pays où l'ensemble de ses contradictions seront assez fortes pour créer un « maillon faible ».
- la consolidation d'une révolution prolétarienne est impossible dans les pays opprimés sans un ébranlement des pays impérialistes, guerre impérialiste et/ou guerre révolutionnaire.
- la victoire d'une révolution prolétarienne est impossible dans les pays impérialistes d'un bloc ou de l'autre, si ces métropoles ont la possibilité de faire supporter le poids de la crise d'abord sur les pays opprimés et de consolider ainsi en leur sein une alliance de couches et classes réactionnaires, et de neutraliser plus ou moins de larges fractions des classes et couches potentiellement révolutionnaires. La liaison des processus révolutionnaires dans les pays impérialistes et les pays opprimés agit à double sens et n'implique nullement l'achèvement d'un processus pour que débute l'autre. D'autre part, la crise épuise sous nos yeux cette possibilité : faillite des pays opprimés, contradictions avec les classes dirigeantes, poussées révolutionnaires des peuples opprimés.
- bien que la lutte des classes se déroule largement dans le cadre national, s'accroît la simultanéité ou le parallélisme des mouvements et des débats politiques, par exemple au Proche-Orient, en Amérique centrale ou en Europe de l'Ouest.
- le développement impérialiste de ces dernières années ne doit pas être interprété par les communistes

comme la puissante base matérielle d'une révolution au sein des pays impérialistes seuls, au risque de verser dans un « national-communisme ». Il est en même temps une puissante base matérielle de la lutte contre la « Division Internationale du Travail ». La fin de la Division internationale du travail est la base économique indispensable à la fin de l'oppression nationale et à la fusion librement consentie des nations.

- la domination impérialiste féroce sur les pays opprimés laisse la place pour longtemps encore au développement de luttes nationales anti-impérialistes. Mais en raison du développement du capitalisme, une étape est en train d'être franchie où la révolution nationale démocratique cède le pas à la révolution socialiste. D'où l'actualité de la double position des communistes des pays impérialistes de ne pas confondre la nécessaire reconnaissance du droit des nations à leur libre disposition, et le soutien actif aux tendances et organisations prolétariennes dans les pays opprimés.

Ces différents aspects impliquent que la stratégie révolutionnaire soit conçue comme combinaison d'une initiative de lutte dans le cadre national et d'un aboutissement dans un cadre forcément international.

III.2 Quelques principes tactiques

Cette ébauche de réorientation de notre stratégie a été fondée sur une conception rectifiée des tâches de la transition, puis sur une appréciation encore embryonnaire des potentialités révolutionnaires objectives de la société impérialiste actuelle. Il reste que sa mise en œuvre affronte une autre contradiction, entre le mouvement prolétarien potentiel à un stade déterminé et l'état du mouvement réel dans une conjoncture particulière. Ici s'ouvre le champ de la tactique. Elle doit obéir à quelques principes de base :

- Construire simultanément l'organisation d'avant-garde et les organisations de masse. Tactique fondamentale de grouper les éléments avancés pour gagner les masses. Grouper les éléments avancés autour d'une politique et d'une tactique d'avant-garde. L'expression indépendante de l'organisation d'avant-garde est la condition principale de toute tactique juste. Rompre avec l'esprit du syndicalisme borné, esprit opportuniste du réalisme à courte vue.
- Considérer tout mouvement partiel du point de vue des objectifs stratégiques et programmatiques, mesurer le succès ou l'échec tactique au degré d'élévation du niveau de conscience, d'organisation, d'activité des masses. Rompre avec l'activisme sans principe du spontanéisme et avec l'étroitesse comptable du syndicalisme institutionnel.
- Partir du mouvement réel pour révéler sa signification objective profonde, saisir sur cette base les tendances subjectives qui la portent, organiser leur transformation en actes. Comprendre dans chaque mouvement spontané le caractère contradictoire de la lutte, trouver le point d'appui de nos objectifs communistes dans le mouvement réel et non dicter ces objectifs de l'extérieur; ne chercher ni un « terrain » révolutionnaire par nature, ni une couche particulière spontanément révolutionnaire mais trouver la voie révolutionnaire sur tous les terrains de combat et dans le combat de toutes les couches du prolétariat. C'est cette voie révolutionnaire qui permet de définir l'élargissement tactique des alliances de classes dans certains mouvements sociaux comme le mouvement féministe, l'écologie, le pacifisme, etc.
- Aller à contre-courant et appliquer la ligne de masse. La ligne de masse est une méthode de direction, le moyen d'appliquer une politique déterminée, de la transformer en force matérielle. Elle est dépendante du point de vue qui la met en œuvre. Dans le mouvement même de la pratique, elle est méthode de connaissance, révèle la contradiction entre la théorie et la réalité, permet d'approfondir la connaissance. Comme unité de la connaissance et de l'action, elle est inaccessible aux sociologues et autres tenants de la neutralité de la méthode.

Ces quelques axes de réorientation stratégique laissent sans réponses précises un certain nombre de questions que l'expérience pratique et l'étude théorique à venir devront permettre d'aborder :

- le rapport entre lutte pacifique et lutte violente
- le rapport entre l'insurrection révolutionnaire et la guerre révolutionnaire prolongée
- le rapport entre activité et organisation légales, et activité et organisation illégales
- le rapport entre organisations de masse inférieures (partielles, de secteur) et organisations de masse supérieures (conseils, soviets, organisations politiques de masse).
- le rapport entre lutte dans un cadre national et lutte dans un cadre international, à partir d'une analyse plus

poussée de la division internationale du travail, des camps impérialistes, des forces révolutionnaires et des alliances de classes au niveau mondial dans la guerre en préparation.

Sur toutes ces questions un cadre d'analyse est néanmoins posé dès aujourd'hui dans ces thèses.